



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.446/2
du 28 février 2025

advies 77.446/2
van 28 februari 2025

sur

over

une proposition de loi 'créant
une zone de police de
Bruxelles-Capitale'

een wetsvoorstel 'tot
oprichting van een politiezone
Brussel-Hoofdstad'

Le 29 janvier 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi 'créant une zone de police de Bruxelles-Capitale', déposée par M. Ortwin DEPOORTERE et consorts (*Doc. parl.*, Chambre, 2024-2025, n° 56-0588/001).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre le 26 février 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 février 2025.

*

Op 29 januari 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot oprichting van een politiezone Brussel-Hoofdstad', ingediend door de heer Ortwin DEPOORTERE c.s. (*Parl.St.*, Kamer, 2024-2025, nr. 56-0588/001).

Het voorstel is door de tweede kamer onderzocht op 26 februari 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 februari 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

PORTÉE DE LA PROPOSITION

Selon son résumé, la proposition « fusionne les six zones de police bruxelloises en une zone de police de Bruxelles-Capitale » et « garantit la représentation minimale des Flamands de Bruxelles au sein du conseil de police de la nouvelle zone de Bruxelles-Capitale, comme il a été convenu lors de la cinquième réforme de l'État (2001) ».

La proposition, qui reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 55 0592/001, modifie ainsi la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux'. L'article 3 de la proposition insère dans la loi du 7 décembre 1998 un nouvel article 9/1 selon lequel « le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale forme une zone de police unique, dénommée 'Bruxelles-Capitale' », qui « s'étend sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ».

La proposition remplace également l'article 22bis, § 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 afin de prévoir que le conseil de police de la zone de Bruxelles-Capitale « compte au moins quatre membres du groupe linguistique néerlandais » (article 4). La proposition abroge aussi les articles 91/5 ¹ et 91/14 ² de la loi du 7 décembre 1998, qui concernent pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, respectivement, la fusion volontaire des zones de police et la modification de la délimitation territoriale de celles-ci (articles 5 et 6).

En outre, la proposition abroge ³ l'arrêté royal du 28 avril 2000 'déterminant la délimitation du territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale en zone de police' (article 7) et modifie l'arrêté royal du 24 octobre 2001 'portant la dénomination des zones de police' (articles 8 et 9).

[‡] S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Lequel dispose : « En cas de fusion de deux ou plusieurs zones de police anciennes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le conseil de police de la zone de police nouvelle comprend un nombre de membres du groupe linguistique néerlandais qui est égal au nombre le plus élevé de conseillers attribués par l'article 22bis, § 1^{er}, aux zones de police anciennes auxquelles la zone de police nouvelle succède ».

² Lequel dispose : « En cas de modification de la délimitation des zones de police anciennes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le conseil de police de la zone de police nouvelle qui en résulte comprend un nombre de membres du groupe linguistique néerlandais qui est égal au nombre le plus élevé de conseillers respectivement attribués par l'article 22bis, § 1^{er}, aux zones de police anciennes comprenant une des communes de la zone de police nouvelle ».

³ Voir ci-après, l'observation particulière relative à l'article 7.

Enfin, l'article 10 de la proposition prévoit une entrée en vigueur du dispositif proposé à une date fixée par le Roi et, au plus tard, le premier jour du treizième mois suivant la publication de la loi au *Moniteur belge*.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Situé dans la section 1^{ère} « Les zones de police » du chapitre I^{er} « Dispositions générales » du titre II, intitulé « La police locale », de la loi du 7 décembre 1998, l'article 9 de la loi du 7 décembre 1998 dispose :

« Après que l'avis des bourgmestres concernés, qui consultent les conseils communaux à cet effet, ainsi que l'avis du procureur général et du gouverneur aient été recueillis sur une proposition de répartition du ministre de l'Intérieur, le Roi divise, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres sur la proposition des ministres de l'Intérieur et de la Justice, le territoire des provinces et celui de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale en zones de police. Pour ce faire, les limites des arrondissements judiciaires sont respectées, sauf en ce qui concerne les communes ressortissant à plusieurs arrondissements judiciaires.

Une zone de police est composée d'une ou de plusieurs communes. La zone pluricommunale est dotée de la personnalité juridique.

Le présent article est également d'application, à la modification des délimitations des zones de police fixées, autre que celle visée au Titre II, Chapitre VII, pour autant que cela n'ait pas pour conséquence une augmentation du nombre de zones déterminé par l'alinéa 1^{er} ».

Interrogée au sujet de cette délégation au Roi contenue dans l'article 9 de la loi du 7 décembre 1998, la Cour constitutionnelle a, par son arrêt n° 7/2009 du 15 janvier 2009, jugé que

« l'atteinte à la compétence des communes et, par voie de conséquence, au principe de l'autonomie locale, que comporte la création de zones de police regroupant des communes d'envergure différente, ne serait incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 41, alinéa 1^{er}, et 162, alinéas 1^{er} et 2, 2°, de la Constitution et avec l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui garantissent la compétence des communes pour tout ce qui concerne l'intérêt communal, que si elle était manifestement disproportionnée. Tel serait le cas, par exemple, si elle aboutissait à priver les communes de tout ou de l'essentiel de leurs compétences, ou si la limitation de compétence ne pouvait être justifiée par le fait que celle-ci serait mieux gérée à un autre niveau de pouvoir » ⁴.

⁴ B.6.3. Sur la portée de l'autonomie communale, voir aussi C.C., 22 mars 2012, n° 47/2012, B.5 ; C.C., 14 février 2019, n° 28/2019, B.10 ; C.C., 3 octobre 2024, n° 104/2024.

Le législateur devra par conséquent être en mesure de pouvoir justifier le dispositif proposé au regard du respect du principe d'égalité et de non-discrimination, combiné avec le principe de l'autonomie locale ⁵.

2. La proposition se limite à modifier les dispositions de la loi du 7 décembre 1998, ainsi que des arrêtés pris en vertu de celle-ci, portant directement sur les six zones de police bruxelloises existantes. Il en découle que la zone de police fusionnée, composée de 19 communes, sera soumise pour le surplus aux règles de portée générale relatives aux zones de police pluricommunales, prévues par la loi du 7 décembre 1998.

Dans la suite de ses travaux, le législateur s'assurera que, ce faisant, le dispositif de la proposition ne rend pas le fonctionnement de la nouvelle zone de police de Bruxelles-Capitale trop difficile à mettre en pratique au regard des compétences locales et zonales dont elle est chargée ⁶.

À titre d'illustration, les règles de composition et de fonctionnement du conseil de police fusionné (25 membres + 19 bourgmestres au minimum) ⁷, du collège de police fusionné (19 bourgmestres) ou du conseil zonal de sécurité fusionné (19 bourgmestres) paraissent difficilement conciliables avec l'exercice de toutes les compétences qui leur sont dévolues. Par exemple, en ce qui concerne les responsabilités attribuées au bourgmestre et au chef de corps par les articles 42, 44 et 45 de la loi du 7 décembre 1998, une intervention policière urgente sera difficilement menée sous l'autorité directe d'un collège de 19 membres ⁸.

L'articulation du dispositif proposé avec les dispositions générales relatives au fonctionnement des zones de police sera dès lors réexaminée et il y aura lieu de compléter la proposition sur ce point dans la suite des travaux parlementaires.

⁵ Pour une illustration de la nécessité de justifier, au regard du principe de l'autonomie communale consacré par l'article 162 de la Constitution, les différences de traitement entre communes trouvant leur source dans les dispositions de la loi du 7 décembre 1998, voir l'observation particulière 5 sous les articles 6 et 7 dans l'avis 67.649/2 donné le 13 juillet 2020 sur une proposition de loi « modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne la création d'une police métropolitaine bruxelloise », *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-1254/002, pp. 3-13.

⁶ Voir *mutatis mutandis* l'observation préalable de l'avis 67.649/2.

⁷ Selon l'article 12, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998, « [l]e conseil de police est proportionnellement composé de conseillers communaux des différentes communes constituant ensemble la zone pluricommunale, sur la base de leurs chiffres de population respectifs. Chaque conseil communal dispose au minimum d'un représentant au conseil de police » ; selon l'alinéa 4 de cette disposition, le nombre de membres peut être augmenté d'une unité par commune non représentée sur la base de la règle de proportionnalité précitée ; et selon l'alinéa 6, les bourgmestres « sont membres de plein droit du conseil de police ». Et ce sans compter l'application éventuelle des règles de cooptation de membres supplémentaires appartenant au groupe linguistique néerlandais des conseils communaux de la zone concernée, prévue par l'article 22bis, § 2, de la loi du 7 décembre 1998.

⁸ Lequel ne peut délibérer, en vertu de l'article 28 de la loi du 7 décembre 1998, que si la majorité des voix visée à l'article 24 de la même loi est représentée.

3. La réforme envisagée doit également être articulée avec les articles 37, alinéa 1^{er}, deuxième phrase⁹, et 37bis de la loi du 7 décembre 1998, insérés par la loi du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État concernant les matières visées à l'article 77 de la Constitution'. L'article 37bis prévoit que, en vue d'assurer une politique de sécurité urbaine intégrée sur le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, un plan régional de sécurité est élaboré par l'agglomération bruxelloise¹⁰, préalablement à l'adoption des plans zonaux de sécurité des zones de l'arrondissement et en tenant compte du plan national de sécurité.

Selon les développements de la proposition devenue la loi du 6 janvier 2014¹¹,

« L'agglomération aura [...] la compétence d'élaborer un plan régional de sécurité, qui aura pour but d'assurer une coordination des plans zonaux de sécurité ».

Or, conformément à l'article 37 de la loi du 7 décembre 1998, un seul plan zonal de sécurité devra parallèlement être élaboré par la nouvelle zone de police de Bruxelles-Capitale. Il appartient donc au législateur, dans la suite de ses travaux, d'apprécier la pertinence de la coexistence de ces deux plans, qui porteront sur un territoire identique.

4. L'article 4, § 2^{quater}, de la loi du 26 juillet 1971 'organisant les agglomérations et les fédérations de communes', inséré par la loi du 6 janvier 2014, dispose :

« L'agglomération bruxelloise :

1° exerce les compétences visées aux articles 128 et 129 de la loi provinciale, ainsi que les compétences qui, dans des lois particulières, sont attribuées au gouverneur de province, sauf si ces lois particulières en disposent autrement ;

2° coordonne les politiques de sécurité et, dans ce cadre, assure et coordonne l'observation et l'enregistrement de la criminalité ;

3° élabore le plan régional de sécurité, visé à l'article 37bis de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

4° exerce la tutelle sur les budgets des zones de police ;

5° encourage la mutualisation de services administratifs des zones de police ainsi que le recours par celles-ci à la centrale d'achat pour l'acquisition de matériel ;

6° coordonne les politiques de prévention ;

7° propose un texte d'harmonisation des règlements de police, dans le respect des spécificités communales ».

⁹ Cette phrase prévoit :

« Dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, il est en outre tenu compte du plan régional de sécurité visé à l'article 37bis ».

¹⁰ Conformément à l'article 4, § 2^{quater}, 3°, de la loi du 26 juillet 1971 'organisant les agglomérations et les fédérations de communes'.

¹¹ Doc. parl., Sénat, 2012-2013, n° 5-2233/1, p. 10.

Par cohérence avec la réforme envisagée, il y aurait également lieu d'adapter l'article 4, § 2^{quater}, 4°, et d'abroger l'article 4, § 2^{quater}, 5°, de la loi du 26 juillet 1971 ¹².

5. Il conviendra encore de veiller à organiser de manière cohérente le rôle de la nouvelle zone de police de Bruxelles-Capitale avec celui du conseil zonal de police visé à l'article 35 de la loi du 7 décembre 1998, avec les mesures de concertation et de coordination prévues par la loi du 5 août 1992 'sur la fonction de police' qui concernent l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'avec le rôle de coordination de la politique en matière de sécurité et de prévention attribué à l'agglomération bruxelloise par l'article 4, § 2^{quater}, de la loi du 26 juillet 1971, dès lors que ces différents mécanismes s'exercent sur un territoire identique.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Articles 5 et 6

Les articles 5 et 6 abrogent les dispositions de la loi du 7 décembre 1998 relatives aux modalités d'une fusion volontaire ou d'une modification de la délimitation des zones de police applicables à l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Il y aurait cependant lieu de prévoir les modalités de la fusion envisagée ou de rendre les dispositions pertinentes – parmi les articles 91/1 à 91/15 de la loi du 7 décembre 1998 – applicables à la création de la zone de police de Bruxelles-Capitale.

Article 7

Il convient de remplacer les mots « est caduc » par les mots « est abrogé ».

Article 9

Dès lors que l'article 9/1 proposé de la loi du 7 décembre 1998 (article 3 de la proposition) crée une zone de police unique sur le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et en détermine la dénomination, l'article 9, qui vise « les dispositions modifiées par l'article 8 », n'est admissible qu'en ce qu'il se limite à permettre au Roi de modifier ou remplacer le code « 5339 » associé à la zone de police « Bruxelles-Capitale ». La disposition sera revue pour le faire apparaître plus clairement.

¹² Voir à ce propos l'observation générale 3 de l'avis 67.649/2.

Pour le surplus, il y a lieu de considérer que l'article 9 de la proposition ne restreint pas la possibilité pour le Roi d'abroger, modifier ou remplacer le contenu de l'annexe de l'arrêté royal du 24 octobre 2001, qui trouve son fondement légal dans l'article 141, non modifié, de la loi du 7 décembre 1998.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

STREKKING VAN HET VOORSTEL

Volgens de samenvatting van het voorstel “fuseert [het] de zes Brusselse politiezones tot een zone Brussel-Hoofdstad” en “waarborgt [het] de minimale vertegenwoordiging van de Brusselse Vlamingen in de politieraad van de nieuwe zone Brussel-Hoofdstad, zoals afgesproken bij de vijfde staatshervorming (2001)”.

Het voorstel, waarin de tekst van het voorstel DOC 55 0592/001 wordt overgenomen en aangepast, wijzigt aldus de wet van 7 december 1998 ‘tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus’. Artikel 3 van het voorstel voegt in de wet van 7 december 1998 een nieuw artikel 9/1 in volgens hetwelk “[h]et grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad (...) één politiezone, ‘Brussel-Hoofdstad’[,vormt]” die “zich [uitstrekt] over het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest”.

Het voorstel vervangt tevens artikel 22*bis*, § 1, van de wet van 7 december 1998 in deze zin dat het bepaalt dat de politieraad van de zone Brussel-Hoofdstad “ten minste 4 leden van de Nederlandse taalgroep [omvat]” (artikel 4). Het voorstel heft ook de artikelen 91/5¹ en 91/14² van de wet van 7 december 1998 op, die respectievelijk betrekking hebben op de vrijwillige samensmelting van de politiezones van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en de wijziging van de grenzen van die zones (artikelen 5 en 6).

Voorts strekt het voorstel tot opheffing³ van het koninklijk besluit van 28 april 2000 ‘houdende de indeling van het grondgebied van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad in politiezones’ (artikel 7) en tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 oktober 2001 ‘houdende de benaming van de politiezones’ (artikelen 8 en 9).

[‡] Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Dat als volgt luidt: “In het geval van een samensmelting van twee of meerdere vorige politiezones van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, omvat de politieraad van de nieuwe politiezone een aantal leden van de Nederlandstalige taalgroep dat gelijk is aan het hoogste aantal raadsleden, respectievelijk toegekend door artikel 22*bis*, § 1, aan de vorige politiezones waarop de nieuwe politiezone opvolgt.”

² Dat als volgt luidt: “In het geval van een wijziging van de grenzen van de vorige politiezones van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, omvat de politieraad van de nieuwe politiezone die daaruit resulteert een aantal leden van de Nederlandstalige taalgroep dat gelijk is aan het hoogste aantal raadsleden, respectievelijk toegekend door artikel 22*bis*, § 1, aan de vorige politiezones die één van de gemeenten van de nieuwe politiezone omvat.”

³ Zie hierna de bijzondere opmerking over artikel 7.

Ten slotte bepaalt artikel 10 van het voorstel dat het voorgestelde dispositief in werking treedt op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk de eerste dag van de dertiende maand na de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 9 van de wet van 7 december 1998, dat deel uitmaakt van titel II, met als opschrift “De lokale politie”, hoofdstuk I “Algemene bepalingen”, afdeling 1 “De politiezones”, van de wet van 7 december 1998, luidt als volgt:

“Na advies van de betrokken burgemeesters, die de gemeenteraden dienaangaande raadplegen, van de procureur-generaal en van de gouverneur over een voorstel tot indeling door de minister van Binnenlandse Zaken, verdeelt de Koning, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit op de voordracht van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, het grondgebied van de provincies en van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad, in politiezones. Daartoe worden de grenzen van de gerechtelijke arrondissementen gerespecteerd, behoudens wat de gemeenten betreft die ressorteren onder meerdere gerechtelijke arrondissementen.

Een politiezone bestaat uit één of meer gemeenten. De meergemeentezone beschikt over rechtspersoonlijkheid.

Dit artikel is eveneens van toepassing op de wijziging van de grenzen van de vastgestelde politiezones, andere dan die bedoeld in Titel II, Hoofdstuk VII, voor zover dit niet tot gevolg heeft dat het aantal zones vastgelegd in uitvoering van het eerste lid wordt overschreden.”

Op een vraag over de machtiging die aldus bij artikel 9 van de wet van 7 december 1998 aan de Koning wordt verleend, heeft het Grondwettelijk Hof in arrest nr. 7/2009 van 15 januari 2009 geoordeeld dat

“de inbreuk op de bevoegdheid van de gemeenten, en bijgevolg op het beginsel van de lokale autonomie, die de oprichting van politiezones die gemeenten met een verschillende omvang verenigen, inhoudt, enkel onbestaanbaar [zou] zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 41, eerste lid, en 162, eerste lid en tweede lid, 2°, van de Grondwet en met artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die de bevoegdheid van de gemeenten waarborgen voor alles wat van gemeentelijk belang is, wanneer ze kennelijk onevenredig is. Zulks zou bijvoorbeeld het geval zijn indien ze ertoe zou leiden dat aan de gemeenten het geheel of de essentie van hun bevoegdheden wordt onzegd, of indien de beperking van de bevoegdheid niet zou kunnen worden verantwoord door het feit dat die beter zou worden uitgeoefend op een ander bevoegdheidsniveau”.⁴

⁴ B.6.3. Over de draagwijdte van de gemeentelijke autonomie, zie ook GwH 22 maart 2012, nr. 47/2012, B.5; GwH 14 februari 2019, nr. 28/2019, B.10; GwH 3 oktober 2024, nr. 104/2024.

De wetgever moet bijgevolg het voorgestelde dispositief kunnen verantwoorden uit het oogpunt van de inachtneming van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie in combinatie met het beginsel van de lokale autonomie.⁵

2. Het voorstel beperkt zich tot het wijzigen van de bepalingen van de wet van 7 december 1998 en van de bepalingen van de krachtens die wet vastgestelde besluiten die rechtstreeks betrekking hebben op de zes bestaande Brusselse politiezones. Daaruit volgt dat op de gefuseerde politiezone, die uit 19 gemeenten bestaat, voor het overige de regels met een algemene strekking betreffende de meergemeentepolitiezones vastgelegd in de wet van 7 december 1998 van toepassing zullen zijn.

De wetgever moet zich er in de verdere parlementaire voorbereiding van vergewissen dat het dispositief van het voorstel het niet te moeilijk maakt om de werking van de nieuwe politiezone Brussel-Hoofdstad in de praktijk te brengen in het licht van de lokale en de zonale bevoegdheden waarmee die zone belast wordt.⁶

Ter illustratie: de regels inzake de samenstelling en de werking van de gefuseerde politieraad (25 leden + minimum 19 burgemeesters)⁷, van het gefuseerde politiecollege (19 burgemeesters) of van de gefuseerde zonale veiligheidsraad (19 burgemeesters) lijken moeilijk in overeenstemming te brengen met de uitoefening van alle bevoegdheden die daaraan zijn toegewezen. Wat bijvoorbeeld de bevoegdheden betreft die bij de artikelen 42, 44 en 45 van de wet van 7 december 1998 aan de burgemeester en aan de korpschef toegekend zijn, zal een dringend politieoptreden moeilijk realiseerbaar zijn onder het rechtstreekse gezag van een college dat 19 leden telt.⁸

De samenhang tussen het voorgestelde dispositief en de algemene bepalingen betreffende de werking van de politiezones moet bijgevolg opnieuw onderzocht worden en het voorstel dient op dat punt aangevuld te worden tijdens de verdere parlementaire voorbereiding.

⁵ Voor een voorbeeld van de noodzaak om de verschillen in behandeling van gemeenten die voortvloeien uit de bepalingen van de wet van 7 december 1998 te verantwoorden in het licht van het beginsel van de gemeentelijke autonomie, dat vastgelegd is in artikel 162 van de Grondwet, zie bijzondere opmerking 5 bij de artikelen 6 en 7 in advies 67.649/2 van 13 juli 2020 over een wetsvoorstel ‘tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus wat betreft de oprichting van een Brusselse Metropolitane politie’, *Parl.St.* Kamer 2019-2020, nr. 55-1254/2, 3-13.

⁶ Zie *mutatis mutandis* de voorafgaande opmerking in advies 67.649/2.

⁷ Volgens artikel 12, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 “wordt [de politieraad] evenredig samengesteld uit leden van de gemeenteraden van de verschillende gemeenten die samen de meergemeentezone vormen, op basis van hun respectievelijke bevolkingscijfers. Elke gemeenteraad beschikt over minstens één vertegenwoordiger in de politieraad”; volgens het vierde lid van die bepaling kan het aantal leden op basis van de voornoemde evenredigheidsregel vermeerderd worden met één eenheid per niet-vertegenwoordigde gemeente; en volgens het zesde lid zijn de burgemeesters “van rechtswege lid van de politieraad”. Daarbij wordt er nog geen rekening mee gehouden dat eventueel toepassing gemaakt wordt van de regels inzake de coöptatie van bijkomende leden die tot de Nederlandse taalgroep van de gemeenteraden van de betrokken zone behoren, waarin is voorzien in artikel 22bis, § 2, van de wet van 7 december 1998.

⁸ Dat krachtens artikel 28 van de wet van 7 december 1998 alleen mag beraadslagen als de meerderheid van de stemmen bedoeld in artikel 24 van dezelfde wet vertegenwoordigd is.

3. De in het vooruitzicht gestelde hervorming moet eveneens afgestemd worden op artikel 37, eerste lid, tweede zin,⁹ en artikel 37bis van de wet van 7 december 1998, die ingevoegd zijn bij de wet van 6 januari 2014 ‘met betrekking tot de Zesde Staatshervorming inzake de aangelegenheden bedoeld in artikel 77 van de Grondwet’. Artikel 37bis bepaalt dat, om een geïntegreerd stedelijk veiligheidsbeleid te verzekeren op het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, een gewestelijk veiligheidsplan wordt uitgewerkt door de Brusselse agglomeratie¹⁰ alvorens de zonale veiligheidsplannen van de zones van het arrondissement worden goedgekeurd, en rekening houdend met het nationaal veiligheidsplan.

Volgens de toelichting bij het voorstel dat geleid heeft tot de wet van 6 januari 2014¹¹

“[zal d]e agglomeratie (...) bevoegd zijn om een gewestelijk veiligheidsplan op te stellen, dat de zonale veiligheidsplannen moet coördineren”.

Overeenkomstig artikel 37 van de wet van 7 december 1998 zal daarnaast echter één zonaal veiligheidsplan opgesteld moeten worden door de nieuwe politiezone Brussel-Hoofdstad. In de verdere parlementaire voorbereiding moet de wetgever dan ook nagaan of het wel zin heeft dat die twee plannen, die betrekking zullen hebben op hetzelfde grondgebied, naast elkaar bestaan.

4. Artikel 4, § 2^{quater}, van de wet van 26 juli 1971 ‘houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten’, dat bij de wet van 6 januari 2014 ingevoegd is, luidt als volgt:

“De Brusselse agglomeratie:

1° oefent de bevoegdheden uit als bedoeld in de artikelen 128 en 129 van de provinciewet, alsook de bevoegdheden die in specifieke wetten worden toegekend aan de provinciegouverneur, behalve indien deze specifieke wetten er anders over beschikken;

2° coördineert de veiligheidsbeleidslijnen en verzekert en coördineert in dat kader de monitoring en de registratie van de criminaliteit;

3° werkt het gewestelijk veiligheidsplan uit, bedoeld in artikel 37bis van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

4° oefent het toezicht uit op de begrotingen van de politiezones;

5° moedigt het samenvoegen van administratieve diensten van de politiezones aan, alsook het beroep door deze diensten op de aankoopcentrale voor de aankoop van materiaal;

6° coördineert de preventiebeleidslijnen;

7° stelt een harmoniserende tekst voor de politiereglementen voor, met inachtneming van de specifieke kenmerken van de gemeenten.”

⁹ Die zin luidt als volgt:

“In het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad wordt bovendien rekening gehouden met het gewestelijk veiligheidsplan bedoeld in artikel 37bis.”

¹⁰ Overeenkomstig artikel 4, § 2^{quater}, 3°, van de wet van 26 juli 1971 ‘houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten’.

¹¹ Parl.St. Senaat 2012-13, nr. 5-2233/1, 10.

Ter wille van de samenhang met de in het vooruitzicht gestelde hervorming zouden ook artikel 4, § 2^{quater}, 4°, en artikel 4, § 2^{quater}, 5°, van de wet van 26 juli 1971 respectievelijk aangepast en opgeheven moeten worden.¹²

5. Voorts dient erop toegezien te worden dat de rol van de nieuwe politiezone Brussel-Hoofdstad afgestemd wordt op die van de zonale politieraad bedoeld in artikel 35 van de wet van 7 december 1998, op de overleg- en coördinatiemaatregelen waarin de wet van 5 augustus 1992 ‘op het politieambt’ voorziet en die betrekking hebben op het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, alsook op de coördinerende rol inzake het veiligheids- en preventiebeleid die aan de Brusselse agglomeratie toegekend is bij artikel 4, § 2^{quater}, van de wet van 26 juli 1971, aangezien die verschillende regelingen gelden voor hetzelfde grondgebied.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikelen 5 en 6

De artikelen 5 en 6 strekken tot opheffing van de bepalingen van de wet van 7 december 1998 die betrekking hebben op de regels voor een vrijwillige samensmelting of een wijziging van de grenzen van de politiezones en die gelden voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Er zouden evenwel regels voor de beoogde samensmelting vastgelegd moeten worden, ofwel zouden de relevante bepalingen – waaronder de artikelen 91/1 tot 91/15 van de wet van 7 december 1998 – toepasselijk gemaakt moeten worden op de oprichting van de politiezone Brussel-Hoofdstad.

Artikel 7

De woorden “, is vervallen” dienen vervangen te worden door de woorden “wordt opgeheven”.

Artikel 9

Aangezien het voorgestelde artikel 9/1 van de wet van 7 december 1998 (artikel 3 van het voorstel) één enkele politiezone opricht op het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en de benaming ervan vaststelt, is artikel 9, waarin sprake is van “de bepalingen gewijzigd door artikel 8”, enkel aanvaardbaar voor zover het zich ertoe beperkt de Koning de mogelijkheid te bieden om de aan de politiezone “Brussel-Hoofdstad” toegekende code “5339” te wijzigen of te vervangen. De bepaling moet herzien worden teneinde dat duidelijker tot uiting te laten komen.

¹² Zie in dat verband algemene opmerking 3 in advies 67.649/2.

Voor het overige dient ervan uitgegaan te worden dat artikel 9 van het voorstel de mogelijkheid die de Koning heeft om de inhoud van de bijlage bij het koninklijk besluit van 24 oktober 2001 te wijzigen of te vervangen, welke mogelijkheid haar rechtsgrond vindt in het niet-gewijzigde artikel 141 van de wet van 7 december 1998, niet beperkt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Patrick RONVAUX